



ARTICLES, DÉBAT, MÉTHODE

LE PORTAIL ET L'OPEN ACCESS : FUTUR DU MANUEL ENRICHISSE ? UN NOUVEAU MÉDIA AU SERVICE DE L'INNOVATION PÉDAGOGIQUE

25/02/2019 SÉBASTIEN RESPINGUE-PERRIN LAISSER UN COMMENTAIRE

Sébastien Respingue-Perrin est conservateur des bibliothèques. Il est Directeur-adjoint de la [Bibliothèque universitaire d'Evry](#), chargé de mission en charge de la Direction de la Recherche et relations internationales de son Université et responsable de la [Cellule ebooks de Couperin](#).

En juin 2018, un projet d'e-manuel porté par [Couperin](#), [l'UVSQ Paris-Saclay](#) et [Numérique Premium](#) a été récompensé lors de l'Appel à manifestation d'intérêt de la [MIPNES](#) (mission de la pédagogie et du numérique pour l'enseignement supérieur).

Nous nous proposons de présenter la genèse de ce projet, dont les implications concernent aussi bien la production éditoriale, le rôle des services de documentation et la structuration du financement. Il illustre par ailleurs pratiquement en quoi l'*open access* est susceptible de lever des freins, à la fois éditoriaux et pédagogiques, pour les [ORE](#) (« [Open educational resources](#) »).

L'absence de manuels numériques à destination du public de licence

L'édition privée d'ouvrages à destination d'un public de niveau licence rechigne à mettre à disposition ses ouvrages, et quand ils sont distribués sous forme numérique, il s'agit fréquemment d'anciennes éditions. Les éditions enrichies (site web dédié, matériels d'accompagnement, support audio ou sonores) créées par les éditeurs privés ne sont pas diffusées en collectivité. Ce sujet mobilise de longue date la communauté universitaire.

[On citera le récent rapport de l'IGB](#) (« Inspection générale des bibliothèques ») rédigé par M. Olivier Caudron : « *L'offre de livres numériques de niveau Licence est, on l'a vu, dispersée sur différentes plates-formes, d'éditeur ou d'agrégateur, plates-formes hétérogènes qui s'avèrent de surcroît, pour certaines, difficiles d'usage, malcommodes, peu ergonomiques, « datées »* ».

De surcroît, « *l'offre éditoriale peut par ailleurs être considérée aujourd'hui comme en situation de concurrence avec la production des [UNT](#), dont un récent rapport de l'IGAENR préconise du reste la systématisation de la mission en matière de ressources pour le niveau Licence. Le [Comité d'orientation du numérique dans l'enseignement supérieur et la recherche](#) (CODORNUM) a décidé de « l'accélération de la production de ressources numériques ». Quelles relations, ou pas, entre ces deux offres ? Va-t-on vers une nouvelle offre de services des éditeurs privés, qui constituerait une plus-value, ou vers un modèle partenarial, ou bien encore vers une « désintermédiation » croissante des ressources pédagogiques numériques ?* ».

[Le consortium Couperin](#) mène une veille sur ce secteur éditorial afin d'enrichir l'offre de manuels, à la demande de ses membres. [Une récente enquête menée par la cellule ebooks](#) du consortium montre que 58% des établissements pointent l'absence de disponibilité des titres désirés.

L'absence de manuels fait également l'objet de plaintes : « *Malgré l'enrichissement des offres sur ce segment au cours des dernières années, 14 établissements font encore porter leur demande sur des manuels en français. Par ailleurs, parmi tous les éditeurs nommément cités, il est remarquable que pour beaucoup une offre existe déjà. Nous pouvons donc nous interroger sur ces demandes. Est-ce une méconnaissance des collègues sur les e-books d'ores et déjà disponibles ? Ou bien, l'offre déjà existante de ces éditeurs ne répond-elle pas aux attentes des établissements ? Pour cette deuxième raison, des hypothèses peuvent être formulées : absence de certains titres, notamment des éditions récentes, absence d'une offre au titre à titre, absence des titres auprès des fournisseurs retenus par les établissements* ».

La liste des éditeurs demandée par les bibliothèques, en annexe de cette étude, est d'ailleurs exclusivement francophone et connue pour leurs collections destinées à un public de licence.

Il faut enfin souligner les **conséquences de la faible présence de documentation électronique à destination des étudiants de licence : moindre sensibilisation à la documentation électronique dans les premiers cycles alors qu'elle est massivement utilisée dès le Master, rupture des usages entre les publics, ignorance des fonctionnalités liées à ce support** dans la communauté éducative et de ses apports pédagogiques.

Cette situation vaut également à l'étranger. La faiblesse structurelle de l'offre est traditionnellement imputée à :

- une crainte de cannibalisation des ventes papier en cas de mise à disposition en collectivité ;
- l'absence de visibilité pour son financement pour les éditeurs ;
- l'hétérogénéité de la prescription de manuels par les enseignants.

Aux États-Unis, plusieurs initiatives de mise en ligne d'ouvrages ont été recensées [ici](#). Dans ce pays, la question des *textbooks* et de leur coût est particulièrement sensible, en raison de leur lien avec la réussite étudiante et la précarisation de cette population.

Plusieurs initiatives ont été mises en place, certaines provenant d'universités, d'autres de société savantes. Le réseau « *Open textbook initiative* » coordonne ces différentes actions: « *The Open Textbook Network is a diverse community of higher education institutions that promote access, affordability, and student success through the use of open textbooks. Open textbooks are funded, published, and licensed to be freely used, adapted, and distributed.* »^[2]

Il s'agit ordinairement du fichier d'un manuel imprimé sous format PDF ou Epub. On pourra utilement consulter [l'enquête sur l'utilisation des texbooks en open access initiée par l'Alabama Commission on Higher Education et la Jefferson State Community College](#) pour avoir une idée de la situation et des enjeux aux États-Unis, où les *consortia* de bibliothèques se montrent très concernés par la question et mènent des actions structurantes au niveau des États.

Au Royaume-Uni, le [JISC](#) a porté un vaste programme nommé [NeBO \(« National E-Books Observatory Project »\)](#), dont des volets a consisté en l'achat, pour 690 000 £, de 36 manuels numériques accessibles dans plus d'une centaine d'établissements du Royaume-Uni.^[3]

Genèse du projet et des acteurs

En France, la place du manuel dans la pédagogie n'a pas justifié une telle mobilisation de la communauté universitaire, en grande partie en raison de la place tenue par le cours magistral ou la production de supports numériques alternatifs (MOOC, enrichissement des ENT en particulier).

La libération d'ouvrages a certes été envisagée par les politiques publiques, mais elles se sont heurtées à un obstacle majeur : la prescription enseignante. En effet, le financement sur fonds publics de manuels édités pose la question de leur sélection. **L'absence de programmes dans la plupart des disciplines induit ce qu'il convient d'appeler un « émiettement de la prescription »**, qui rend dans les faits impossible toute politique de libération en amont.

[Couperin](#) s'est de longue date emparé de la question des manuels. Constatant une défaillance de l'offre privée, conscient des limites des programmes de libération en termes de coûts et de pertinence des contenus, regrettant enfin que les modèles proposés se limitent souvent à des produits homothétiques sans apports de contenus enrichis, il est apparu que l'une des pistes à privilégier serait d'initier ou d'inciter à la production native de manuels numériques.

Mais naît déjà une première contrainte : [Couperin](#), organisme national, ne peut par définition que porter des projets ouverts à l'ensemble de ses membres. La seconde est celle du financement : comment financer un manuel en *open access*, quand on connaît les freins que suscite ce dernier ?

Pour contourner la question de la prescription, le **défi est de concevoir un manuel ayant pour objet de présenter un état de l'art dans une discipline** – produire un consensus que seul un coordonnateur scientifique extérieur peut garantir, c'est-à-dire le rôle de l'éditeur dans l'édition classique.

La production du contenu doit idéalement s'appuyer sur un partenaire éditorial qui sera à même de garantir ce qu'on pourrait nommer « l'impartialité éditoriale » : l'appellation pourra être critiquée, mais traduit bien l'objectif. L'éditeur doit veiller à réunir et animer un collectif représentatif de l'état de la recherche, qui ne puisse être accusé d'appartenir à une "chapelle", et doit proposer des processus éditoriaux garantissant que le contenu soit adapté au besoin du plus grand nombre de lecteurs, quel que soit leur établissement d'origine (analyse des maquettes pédagogiques de plusieurs universités par exemple).

Comment ensuite s'assurer que le plus grand nombre d'enseignants s'empare de ce document ? Il s'agit dès lors d'**anticiper en amont une multiplicité d'usages dans des contextes pédagogiques variés.**

Une évolution dans les objectifs de ce document commence à apparaître qui le distingue des autres manuels : **il s'agit d'un document « pivot », dont les enrichissements doivent être considérés comme une « banque de ressources » mise au service de la communauté nationale.**

Enfin, pour mener à bien ce projet, il est nécessaire de **s'appuyer sur un partenaire technique en mesure de garantir la consultation des ouvrages et disposant d'une plate-forme aisément accessible**. Il faut alors noter la relative faiblesse de prestataires français, en grande partie liée au choix de ne pas développer de plate-forme en propre par les éditeurs.

Numérique Premium, fournisseur d'ebooks bien connu en bibliothèque, s'est montré intéressé par le projet dans le cadre d'un partenariat. Initialement, outre la prestation technique de sauvegarde et d'hébergement, Numérique Premium était en charge de trouver des éditeurs ayant publié des ouvrages spécialisés dans les disciplines envisagées (gestion, psychologie, droit, etc.).

Ces derniers auraient pris en charge la conception du manuel en faisant appel à des auteurs reconnus dans le champ disciplinaire, ainsi que l'ensemble des tâches d'édition (définition des contenus, relecture, conception des contenus accessoires, iconographie).

L'ensemble de l'écosystème du livre numérique est ainsi mobilisé : prestataires techniques, éditeurs, institutions utilisatrices, auteurs.

Pour en assurer le financement, il a été décidé de répondre à un appel à manifestation d'intérêt initié par la MIPNES pour un manuel en méthodologie historique réunissant plusieurs établissements de l'ESRI.

La coordination en est assurée par M. Christian Delporte, professeur à l'Université de Versailles-Saint-Quentin en Yvelines en lien avec le SCD, avec un soutien financier de la ComUE Paris-Saclay et de Couperin, ainsi que la participation du laboratoire Paragraphe de l'Université Paris 8.

Ces manuels fourniront un socle des connaissances de la matière. L'appel à projets demandait à s'inscrire clairement dans les attendus de la loi O.R.E (« Orientation et réussite des étudiants »).

Outre l'ajout de contenus multimédia et une structuration du document permettant l'apprentissage (lexique, notions clés, fluidité de navigation, etc.), des quiz permettraient de tester les capacités des étudiants sur la base des attendus nationaux (par exemple, « maîtrise d'une langue », « capacité à analyser ») et proposer des tests de positionnement.

Surtout, des fonctionnalités accessoires ont été ajoutées (possibilité d'interactions au sein d'un groupe, outils de suivi pour les enseignants, ajouts de liens vers les ressources des ENT, commentaires partagés, etc.).

Ces éléments techniques, qui rendent le manuel indissociable d'une logique de portail, permettront à l'ensemble de la communauté enseignante de s'emparer de cet outil.

Voici résumée sa finalité pédagogique :

« rédigé par des enseignants qui ont l'expérience de la première année de licence, favorisant l'échange entre les étudiants et les enseignants qui l'utiliseront, l'ouvrage, bâti en modules, répondra à trois exigences majeures. Il s'agira d'abord de favoriser l'apprentissage de la réflexion propre à l'historien (synthèse des contenus divers, analyse critique, compréhension des événements et des phénomènes dans leur profondeur historique, mise en perspective des réalités politiques, économiques, sociales, culturelles dans toute leur complexité...). Il s'agira ensuite de familiariser l'étudiant à la recherche documentaire (y compris les ressources en ligne) et à la maîtrise des sources primaires : leur traitement et leur croisement, leur analyse (qualitative et quantitative) et leur interprétation : textes, images, cartes, objets, etc. [4] ».

Le projet a ainsi évolué d'un « simple » manuel vers un « portail éditorial », pour une meilleure prise en compte l'ensemble du public de l'ESRI : étudiant en orientation, appui au cours, soutien à la FTLV, non-inscrits et en apportant des réponses à cette diversité de besoins.

Gouvernance du projet et des modèles économiques

La formalisation de l'appel à projets a également imposé de repenser toute la gouvernance autour du manuel, en distinguant soigneusement d'une part le pilotage de l'activité éditoriale, et de l'autre le pilotage administratif et financier. Deux instances ont donc été créées : un "comité de pilotage" et un "comité éditorial".

Le comité de pilotage instruit et arbitre l'ensemble des questions relatives au développement du manuel et les propositions du comité éditorial.

Il est constitué d'un représentant de [Numérique Premium](#), un représentant de [Nouveau Monde édition](#), un représentant de [Couperin](#), un représentant de l'[UVSQ](#), un représentant du [laboratoire Paragraphe](#) et du coordonnateur du projet.

Ce comité de pilotage vérifiera en particulier la conformité du e-manuel au respect du [FAIR Open Access](#), et veillera à la bonne exécution budgétaire du projet ainsi qu'au respect des engagements pris dans le dossier de l'AMI par les partenaires. A ce titre, il arbitre entre les scénarios proposés par l'éditeur.

Le comité éditorial s'assure de la rédaction du manuel. Il est composé d'un représentant de *Nouveau Monde*, des coordinateurs du manuel et des auteurs. Ces derniers seront sélectionnés par l'éditeur et les coordinateurs. Un contrat d'auteur sera établi entre l'éditeur et les auteurs.

Les manuels seraient mis à disposition en libre accès sur le site de *Numérique Premium*. L'accès sera garanti pour 10 ans, les frais d'entretien de la plate-forme étant à la charge du fournisseur. Les éditeurs partenaires conserveraient l'exclusivité de la diffusion imprimée.

Pour le financement du manuel, un modèle innovant, inspiré du modèle de *crowdfunding*, [Knowledge Unlatched](#), sera utilisé pour faire appel aux bibliothèques afin de couvrir d'éventuels frais de développement.

La mobilisation de la communauté des bibliothèques est un moyen direct de s'imposer dans ce secteur crucial de l'*Open Science*, trop souvent oublié en Europe continentale au profit de la seule édition de la recherche.

Les préconisations techniques

Plusieurs réunions ont permis de formaliser des propositions concrètes. Voici les éléments précisés au cahier des charges du manuel :

« Le e-manuel pourra être téléchargé en version linéaire. Il sera au format e-pub. Chaque chapitre pourra être téléchargé séparément.

L'ouvrage est conçu pour une lecture native sur le web. L'ouvrage devra pouvoir être consulté sur le web, sous format HTML. Le rubriquage (chapitres, paragraphe) devra être le plus fin possible afin de permettre une navigation ouverte. Des liens seront envoyés systématiquement vers les autres notions du manuel par intégration de liens hypertextes et DOI. »

Un index listera les contenus, exercices et documents accessoires (cartographie, documents multimédias). Des scénarii d'utilisation seront proposés par le comité éditorial.

Mais l'élément le plus original porte surtout sur la gamme de services personnalisés visés par l'e-manuel, rendue possible à la fois par sa mise en *open access* et par les fonctionnalités de la plate-forme : *« le manuel sera disponible en open access. Pour accéder à des services complémentaires, une authentification sera*

nécessaire ; cette authentification se fera via shibboleth chaque fois que possible ; sinon elle se fera via la création d'un compte personnel à partir d'une adresse institutionnelle. »

L'open access est ainsi au cœur du projet, en autorisant une réutilisation du média par les utilisateurs. « La mise en ligne en Open Access et la possibilité de ré-exploitation du manuel garantiront une égalité d'accès et de traitement sur tout le territoire, ce projet visant à renforcer la coopération pédagogique entre établissements autour d'un socle commun. L'un de ses caractères transformant réside pour les enseignants dans la possibilité d'être à la fois auteurs et utilisateurs de la ressource^[5] ».

Plusieurs services seront donc ouverts après authentification :

- Pour les établissements : consultation des statistiques, création de comptes personnalisés;
- Pour les particuliers : espace particulier permettant une reprise automatique de la lecture à l'endroit où elle s'est achevée et annotation du e-manuel, ainsi qu'un module statistique avec suivi de la progression (temps de lecture, nombre d'exercices réalisés);
- Pour la communauté universitaire (étudiants, enseignants-chercheurs, ENT) : nombre de connexion, espace personnalisé avec leur propre manuel, et services associés. Cet espace possédera un DOI propre en vue d'une intégration dans les ENT.

Les éléments les plus novateurs concernent ce dernier point. **Loin d'être un document figé, un manuel homothétique dérivé de l'imprimé, les services associés de l' « espace enseignant » intégreront une dimension collaborative inédite : prise de note, création de fils de conversation, annotation , création de liens hypertextes pour permettre l'éditorialisation de textes ou la constitution de corpus.**

Chaque enseignant sera ainsi libre d'utiliser tout ou partie du e-manuel et de l'enrichir. Bien sûr, ces fonctionnalités seront le plus largement utilisées dans un dispositif de classe inversée ou de *blended-learning*.

Il est dans ces conditions nécessaire de fédérer une communauté d'enseignants-utilisateurs. Un forum sera accessible sur authentification pour tout utilisateur possédant un compte. Un forum distinct sera accessible uniquement aux enseignants-chercheurs.

La note de cadrage précise enfin : **« Le e-manuel pourra être rediffusé sur toute plateforme à fins de diffusion. Il devra pouvoir être intégré en tout ou partie sur d'autres sites ou intranet. La plateforme technique devra donc correspondre aux derniers standards du web et faire l'objet d'évolutions régulières ».** L'open access est, on le voit, la condition *sine qua non* de la création de ce projet : sans lui, les possibilités de partage, de consultation et surtout de réutilisation auraient été impossibles à mettre en œuvre.

Et après ce manuel ?

Le calendrier du manuel prévoit une mise en production en septembre 2020. Le Comité éditorial est constitué et avance. Les partenaires espèrent arriver à un premier prototype de démonstration en juillet 2019, nécessaire pour donner une « chair » au projet. La liste précise des développements a été chiffrée et approuvée. Le collectif d'auteurs est déjà constitué. Il faut souligner que parmi les auteurs ayant accepté de faire partie de "l'aventure" figurent des personnalités renommées comme des jeunes chercheurs, signe de l'intérêt du projet pour les enseignants. La structure intellectuelle du manuel a été définie, ainsi que le nombre des tests, leur nature, etc. L'objet du manuel est nouveau : pour l'heure, il n'existe pas d'ouvrages strictement équivalents dans la production éditoriale, alors que la méthodologie historique fait partie intégrante des enseignements de licence.

Ce prototype d'e-manuel fournit avant tout une méthode, pour un type de média inédit, destiné à être dupliqué. L'espérance des acteurs est désormais que cet acquis permettra de capitaliser les coûts de développements et l'expérience acquise pour la production d'autres ouvrages de ce type. *« Ce prototype est une infrastructure technique. Il fournit également une méthodologie pour la production de "manuels" dans d'autres disciplines, capitalisant les compétences et structures de ce projet.^[5] »*

Un premier obstacle est le cloisonnement organisationnel : de quel service au sein des universités dépend cet objet ? La bibliothèque peut jouer un rôle d'impulsion, voire de financement. Les services TICE doivent être associés au développement et exploiter ce média en cohérence avec les autres solutions existantes et l'e-pédagogie. Les enseignants doivent être convaincus par ce modèle. Sans une forte volonté politique, il est à craindre que l'inertie des organisations n'entrave son essor.

De ce point de vue, l'intégration des presses universitaires constituera une étape supplémentaire. **L'outil technique doit faciliter une convergence entre l'ensemble des acteurs : éditeurs privés et publics, enseignants/ auteurs, services TICE et bien sûr bibliothèques.**

Ce projet interroge directement le rôle de ces dernières. Outre la fonction de promotion et de valorisation du e-manuel qu'elles pourront jouer, par exemple dans le cadre de formations dispensées aux usagers, elles ont sans doute un rôle crucial à jouer en raison de leur taille, de **la qualité de leurs infrastructures et du carrefour de compétences qu'elles constituent.**

En aucun cas il ne s'agit pour les services de documentation de devenir éditeur de manuels, mais bien d'investir un rôle de facilitateur et de passeur entre des métiers qui restent trop souvent cloisonnés entre eux. On imagine volontiers que ce manuel soit l'objet de présentation en CFVU (Conseil de Formation et de la Vie Universitaire).

Cette ambition éditoriale risque enfin de buter rapidement sur les modalités de financement de la pédagogie favorisées actuellement par les pouvoirs publics et les gouvernances. La réussite à l'AMI (Appel à Manifestation d'intérêt) a validé la qualité du projet, et, sans cette reconnaissance de la [MIPNES](#), on imagine mal quelle suite aurait pu être donnée.

Mais à l'avenir, si elle reste financée sur Appel à projet, la création de futurs manuels dépendra exclusivement de ces derniers, de leur objet et de leurs aléas.

Il faut également mentionner la lourdeur du travail administratif et de mise en place de conventionnement assumé par l'établissement porteur- heureusement aidé par les autres partenaires. L'un des atouts du prototype étant sa transférabilité, il est donc nécessaire d'obtenir des économies d'échelles de façon à en diminuer le coût. Il s'agit de réduire le coût d'entrée, pour que des établissements ou des réseaux académiques (IAE, IEP, etc.) aient la possibilité de créer leur propre e-manuel sur fonds propres.

À la suite des [préconisations du rapport Caudron](#), l'intégration des [UNT](#) dans ce dispositif s'impose, ces dernières étant « *au cœur de l'écosystème numérique de la formation* » [\[6\]](#). Espérons que ce projet soit une occasion de **prévenir le risque de coupure entre édition et enseignement supérieur souligné dans son rapport.** Espérons également que la compétition au sein de l'ESRI ne conduira pas les établissements à se détourner de cet objet.

À l'époque où la visibilité de l'enseignement francophone à l'international est devenue un enjeu de premier plan, il est souhaitable que les établissements s'emparent de ce nouvel objet par exemple dans le cadre des appels à projets pédagogiques internes mis en place par la plupart des établissements.

Le développement de l'*Open access* est une pièce maîtresse de la visibilité et de l'attractivité de l'Enseignement supérieur français. **Loin d'être un objet figé, ce prototype doit toujours évoluer pour répondre à un double défi : conserver sa nature collaborative et coopérative, tout s'inscrivant dans les stratégies des établissements.**

Notes bibliographiques

[1] Parmi les principales, on signalera l' *Open Textbook Library* : <https://open.umn.edu/opentextbooks/>

[2] Source : <https://press.rebus.community/otnmodify/front-matter/about-the-open-textbook-network/>

[3] URL : <https://www.jisc.ac.uk/e-books-for-fe>

[4] Texte de l' Appel à projet.

[5] Texte de réponse de l'AMI.

[6] Texte de l'AMI de la MIPNES.

LE PORTAIL ET L'OPEN ACCESS : FUTUR DU MANUEL ENRICHIS ? UN NOUVEAU MÉDIA AU SERVICE DE L'INNOVATION PÉDAGOGIQUE

<https://dlis.hypotheses.org/4341>

Sébastien Respingue-Perrin

Sébastien Respingue-Perrin est conservateur des bibliothèques. Il est Directeur-adjoint de la Bibliothèque universitaire d'Evry, chargé de mission en charge de la Direction de la Recherche et relations internationales et responsable de la Cellule ebooks de Couperin.

[More Posts](#)

Follow Me:



COUPERIN EBOOK FAIR INNOVATION PÉDAGOGIQUE
LOI ORIENTATION ET RÉUSSITE ETUDIANTS MANUEL MIPNES
MIS-EN-AVANT NOUVEAU MONDE EDITION NUMÉRIQUE PREMIUM
OPEN ACCESS RAPPORT IGB TEXTBOOK UVSQ